



PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais Séance Plénière du 21 février 2011

La mise en œuvre de la réforme de l'enregistrement de la demande locative sociale / N° Unique

Contexte réglementaire ¹

Suivant les termes prévus par l'article 117 de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, le système d'enregistrement des demandes de logement social fait l'objet d'une **réforme importante qui doit aboutir fin mars 2011**, terme du délai de 2 ans prévu par la loi, à la mise en place d'un nouveau dispositif informatique d'enregistrement des demandes qui se substituera à l'actuelle application « numéro unique ».

Cette réforme a pour objectifs de simplifier les démarches du demandeur de logement (fin de la distinction entre demande de numéro d'enregistrement unique et demande de logement social, source de complexité pour le requérant), d'améliorer la transparence du processus d'attribution et de mieux connaître quantitativement et qualitativement les caractéristiques de la demande locative sociale. Pour ce faire, un formulaire national unique de demande de logement social, défini par arrêté du 14 juin 2010, est entré en vigueur le 1er octobre 2010.

La réforme prévoit la désignation par le préfet d'un gestionnaire départemental unique du système d'enregistrement de la demande locative sociale, qui peut être soit un service de l'Etat, soit un partenaire extérieur. Ce gestionnaire aura en charge de gérer et de paramétrer les accès des différents services enregistreurs (bailleurs HLM, collectivités locales ayant choisi d'enregistrer les demandes..) à l'application nationale d'attribution du N° unique. Il aura pour mission de s'assurer des renouvellements des demandes selon une procédure rigoureuse, et de radier les demandes qui, à la suite d'une attribution ou d'une absence de renouvellement, n'ont plus d'objet. Il sera enfin chargé de la production d'états statistiques.

Avancement de la mise en œuvre de la réforme dans la région Nord Pas-de-Calais

En 2011, seul l'outil national d'enregistrement de la demande, mis à disposition par le ministère pourra être utilisé. Il n'existe pas d'outils locaux alternatifs. Et, dans l'hypothèse où l'opportunité d'un tel outil ferait consensus, le temps de développement matériel renvoie en tout état de cause à l'année 2012.

En cette première année, la charge administrative qui incombe aux futurs gestionnaires départementaux sera légère, dans la mesure où le ministère du logement prend à son compte l'envoi des courriers de renouvellement vers l'ensemble des demandeurs actuellement inscrits dans le fichier existant du N°unique. Ce n'est qu'à partir de 2012 que, dans chaque département, les demandeurs devront annuellement être relancés par le gestionnaire départemental. Il y a aujourd'hui 130 000 demandeurs dans la région Nord Pas-de-Calais.

¹ Références

- Art 117 de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (Art L.441-2-1 du CCH)
- Décret du 29 avril 2010 (Art R.441-2-1 à 8 du CCH) et arrêté du 14 juin 2010 (nouveau formulaire)
- Arrêté du 25 novembre 2010 relatif au cahier des charges des systèmes particuliers de traitement automatisé de la demande de logement locatif social et son annexe
- Circulaire précisant les modalités de mise en œuvre, complétée d'une annexe juridique

L'opportunité à terme d'un outil régional particulier mérite d'être étudiée de façon approfondie, dans la mesure où il pourrait permettre d'apporter une plus-value pour les bailleurs et les demandeurs, comme pour les services de l'Etat. Notamment, et par exemple, dans le suivi des attributions et des contingents.

La désignation des gestionnaires départementaux, pour cette première année 2011, n'est pas encore effective. L'Association régionale de l'Habitat s'est portée candidate pour assurer cette fonction de gestionnaire départementale, à l'échelle régionale et avec la perspective de la mise en œuvre à terme d'un outil régional particulier et partagé. En cela, elle souhaite prolonger la logique partenariale qui existe depuis des années autour de l'observatoire régional de la demande et des attributions (OREDA) qu'elle gère.

Pour le département du Nord, Le préfet a proposé à l'ARH d'assurer en 2011, le rôle de gestionnaire départemental du système national d'enregistrement. Par ailleurs, Le préfet a proposé de mettre à profit cette phase de transition et d'observation constituée par l'année 2011 pour engager avec les différents partenaires (ARH, bailleurs, collectivités, services de l'Etat) une large réflexion sur l'opportunité, la faisabilité technique et la soutenabilité financière d'un fichier partagé de gestion de la demande à une échelle régionale. Il est à noter que certaines collectivités du département du Nord ont manifesté leur intérêt pour cette réflexion.

Dans le département du Pas de Calais, à la demande du préfet, l'ARH a apporté des précisions sur les modalités précises et les conditions concrètes dans lesquelles elle remplirait, en tant que gestionnaire départemental, les exigences réglementaires découlant de la réforme du numéro unique. Des échanges sont encore en cours.

Pour 2011, la signature de la convention entre l'Etat et les services enregistreurs, dont l'ensemble des bailleurs HLM, entérinant le choix du système d'enregistrement et le gestionnaire, doit intervenir dans les prochaines semaines, sur la base d'un modèle national.